

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 103 / 10 novembre 2011



D'ATHÈNES À REYKJAVIK

Le sommet du G20 aura eu le mérite de montrer clairement pour quelle quantité négligeable les dirigeants du monde capitaliste tiennent les peuples. On en avait déjà une idée en France après le rejet par référendum du traité de Lisbonne.

Et ce qui vaut pour la Grèce ou la France, vaut pour tous les pays.

Il est malhonnête de parler de la dette sans parler des avoirs.

On n'est pas en faillite uniquement parce que l'on est endetté : à ce compte là, acheter son logement à crédit serait synonyme de faillite !

Par contre, forcer un pays à brader ses biens, tout en l'obligeant à payer aux banques des intérêts d'usurier, c'est l'acculer à la misère, ou plus exactement acculer, comme en Grèce, la majorité de son peuple à la misère. Car pour les rentiers grecs, tout va bien : ce ne sont pas aux bénéfices des armateurs que l'on s'attaque, mais aux salaires et aux retraites. Ce ne sont pas les milliards d'euros soustraits au fisc grec et placés dans les paradis fiscaux que l'on va ponctionner : oubliées, les rododromes des précédents sommets sur la disparition proche des paradis fiscaux...

L'état grec est enjoint de servir de courroie de transmission de la finance pour enrichir les riches et appauvrir les pauvres.

Il n'y a pas transfert de la dette entre générations comme on voudrait nous faire croire, mais transfert entre couches sociales : les uns héritent de la dette, les autres...de l'argent de la dette !

Mais enfin !... Mon pauvre Monsieur Papandréou !... Vous n'allez tout de même pas faire confiance au peuple pour se prononcer sur une affaire aussi importante ? ! ?... Mais où irions nous si tous ces imbéciles donnaient leur avis ?... Qu'ils votent pour nous et payent c'est tout ce qu'on leur demande !!!



LE PEUPLE ?... BEURK ! !

L'impôt sert à un pays à se constituer un capital pour les générations futures. C'est ce capital qui est bradé au profit d'une poignée de privilégiés qui s'accaparent ce qui existe : énergie, autoroutes, transports, télécommunications, éducation, santé, formation, toutes les formes de solidarité.

Un gouvernement qui multiplie les cadeaux aux patrons sans contrôle ni contrepartie, et qui diminue l'impôt des plus riches ne peut pas décemment s'étonner du déficit : il l'organise.

Le gouvernement fixe lui-même le niveau de ses recettes par l'impôt, et lorsqu'on limite soi-même ses propres recettes, la seule source de financement, c'est l'emprunt.

Et à qui emprunte-on ? Aux plus riches, évidemment. Avec l'argent économisé sur leurs impôts, les riches, par l'intermédiaire des banques, rachètent de la dette publique. La boucle est bouclée.

Cette politique mène les peuples dans le mur d'une austérité sans limites.

Fillon vient de présenter le nouveau plan d'austérité pour les salariés de France: accélération du rythme de passage de la retraite à 62 ans, gel de l'indexation des prestations sociales (allocations familiales, aides au logement...), réduction des

dépenses de santé... Et naturellement le gel des dépenses de l'État qui va se traduire pour nous en dégradation des conditions de travail.

Le tout en attendant le prochain froncement de sourcils des agences de notation, et de nouvelles mesures inacceptables.

La CGT propose à contrario d'augmenter les recettes par le biais de deux leviers :

- ✓ une réforme de la fiscalité :
 - en réexaminant l'ensemble des niches fiscales.
 - en revoyant les taux d'imposition, notamment pour les plus aisés (pour mémoire, le taux le plus élevé était de 65% en 1981, contre 41% aujourd'hui).
 - en réexaminant la fiscalité du patrimoine et celle des entreprises.
- ✓ une augmentation générale des salaires dans le privé et le public avec :
 - une revalorisation des minima sociaux.
 - un SMIC à 1700 euros bruts pour un temps plein.

La situation exige que le mouvement syndical affirme nettement sa fermeté et sa détermination à s'opposer au plan gouvernemental.

La CGT appelle donc à une réunion de l'intersyndicale dans les meilleurs délais afin d'apprécier les ripostes les plus adéquates à mettre en œuvre.

Les Islandais ont dit NON !

En mars 2010, les Islandais ont, par un référendum qu'ils ont imposé, rejeté le plan de remboursement de la dette (quatre milliards d'euros) de la banque Icesave. Ils ont confirmé leur choix en avril 2011.

Icesave, mise en déconfiture par la crise financière de 2008, avait mis à mal les finances du pays et a été nationalisée.

Les Islandais ont donc considéré comme illégitime une dette qui était le résultat d'une crise et d'erreurs qui n'étaient pas de leur fait.

ET L'ISF DANS TOUT ÇA ?

A ce jour, la plus récente publication statistique nationale concerne les déclarations de 2009, soit les revenus de 2008 et l'ISF au 1er janvier 2009 !

Où en sont donc nos riches ?

Étonnant quand même ce silence, après le tohu-bohu du printemps sur la réforme de l'ISF.

Aucun chiffre national ou local, alors que la campagne 2011 est achevée depuis le 30 septembre.

L'usine à gaz mise en place pour le suivi statistique au fil de l'eau en 2010 et renforcée en 2011 serait-elle inopérante ?

Quel sera l'impact du relèvement du seuil d'imposition ?

En bonne logique, il devrait y avoir une sérieuse baisse des recettes. À moins que... à moins que la richesse des plus riches n'ait explosé en ces temps d'austérité pour les gueux que nous sommes !

On attend les chiffres avec impatience.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Notre section tient son assemblée générale le 22/11 à Nantes.

Adhérent-es, sympathisant-es, et tous les collègues qui souhaitent partager ce moment, n'hésitez pas à venir (chacun peut participer à une assemblée générale syndicale annuelle de son choix).

Contact : Aline CHITELMAN au 02 51 12 80 83 ou par courriel.

Le repas du midi pourra être pris en commun pour celles et ceux qui le veulent.